



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

**Bureau de l'environnement et du
cadre de vie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement**

**de la société Panneaux de Corrèze, dont le siège social est situé au 6, Impasse de l'Empereur à
Ussel, de respecter les prescriptions applicables aux installations de fabrication de panneaux de
fibres de bois exploitées au même endroit (Code AIOT : 0006000348)**

Le Préfet de la Corrèze
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 7 août 2024 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze, sous-préfète de Tulle, Mme Nicole CHABANNIER ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 19-2025-02-10-00001 du 10 février 2025 portant délégation de signature à Mme Nicole CHABANNIER, secrétaire générale de la préfecture de la Corrèze ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 20 mai 2010 à la société Panneaux de Corrèze pour l'exploitation d'installations de travail du bois, de stockage de bois, d'installations de combustion ainsi que de fabrication de panneaux de fibres de bois sur le territoire de la commune d'Ussel, au 6, impasse de l'Empereur, concernant notamment les rubriques 2410, 2910, 2661 et 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 19-2023-12-18-00001 du 18 décembre 2023 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2010 susvisé ;

Vu l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2023 susvisé qui dispose que :
« les rejets issus [du séchoir doit] respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux [...] »

Paramètre	Conduit n° 4 : séchoir utilisant les gaz de combustion de la chaudière biomasse	
	Concentration mg/Nm³	Flux
Poussières, y compris particules fines	40	12,04 kg/h
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en équivalent NO _x (NO _x)	300	90,3 kg/h
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	0,01	0,003 kg/h
Composés organiques volatils hors méthane (COVNM)	50	15,05 kg/h
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	3,01 kg/h
Fluorure d'hydrogène (HF)	5	1,51 kg/h
Dioxines et furanes	0,1 ng I-TEQ/Nm3	30,1 µg/h
Cadmium, mercure, thallium et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme	0,0155 kg/h par métal, 0,031 kg/h pour la somme
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés	1 mg/Nm3 pour la somme	0,301 kg/h
Plomb et ses composés	1	0,301 kg/h
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés	20	6,02 kg/h
Dioxyde de soufre (SO ₂)	200	60,2 kg/h
Monoxyde de carbone (CO)	200	60,2 kg/h
Formaldéhyde	15	4,52 kg/h

» ;

- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 18 septembre 2024 faisant état de non-conformités constatées lors de l'inspection réalisée le 17 juillet 2024 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 11 septembre 2025 faisant état de non-conformités similaires, chroniques ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté à la connaissance de la société Panneaux de Corrèze par courrier avec accusé-réception daté du 9 octobre 2025 ;
- Vu les observations de la société Panneaux de Corrèze formulées par courrier en date du 30 octobre 2025 ;
- Vu le rapport d'analyses signé en date du 22 janvier 2026 portant sur des mesures ayant été réalisées en sortie de séchoir les 15 et 16 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite en date du 2 juillet 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté le fait suivant : le dépassement répété de la valeur limite d'émission associée à la concentration en formaldéhyde en sortie du séchoir (concentrations mesurées respectivement à 17,7 mg/Nm3 en octobre 2024 et 45 mg/Nm3 en novembre 2024 pour une valeur limite fixée à 15 mg/Nm3) ;

Considérant qu'un nouveau dépassement de la valeur limite d'émission associée au paramètre formaldéhyde a été constaté lors de la campagne de mesure de décembre 2025 (concentration mesurée à 39,8 mg/Nm3 en moyenne lors de deux essais pour une valeur limite fixée à 15 mg/Nm3), malgré les engagements pris par la société Panneaux de Corrèze par courrier du 30 octobre 2025 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2023 susvisé ;

Considérant que ce manquement constitue une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où il est de nature à augmenter les risques de pollution de l'air ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Panneaux de Corrèze de respecter les prescriptions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2023 susvisé ;

Sur proposition de l'inspecteur des installations classées :

ARRÊTE :

Article 1 – Mise en conformité des rejets atmosphériques du séchoir

La société Panneaux de Corrèze exploitant des installations de fabrication de panneaux de fibres de bois sur le territoire de la commune d'Ussel, 6, Impasse de l'Empereur, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2023 susvisé en définissant et mettant en œuvre, dans un délai de 6 mois, les dispositions organisationnelles et constructives permettant de respecter les seuils de flux et concentration imposés aux rejets atmosphériques du séchoir.

Article 2 – Sanctions

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 4 – Information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Corrèze pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 – Notification et exécution

Le présent arrêté est notifié à la société Panneaux de Corrèze.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Corrèze,
- Monsieur le maire de la commune d'Ussel,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Tulle, le 16 février 2026

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale

Nicole CHABANNIER

